

Du mercredi 27 novembre au 3 décembre 2013

Mantes-la-Jolie

Entretien avec Marc Jammet, conseiller municipal PCF

Militant communiste de longue date, Marc Jammet fait figure de pur et dur. A l'approche des municipales, il plaide pour une opposition constructive et crédible



Votre candidature n'est pas probable, elle est certaine. Qu'attendez-vous pour vous déclarer ?

Je veux d'abord écouter et discuter avec les Mantais. Il faut aussi constituer une liste et puis, dans le courant du mois de février, ce sera un oui ou un non pour faire acte de candidature mais je ne suis pas pressé.

Comment expliquez-vous la longévité de la droite à la tête de la municipalité depuis 1995 ?

Cela est dû à un manque de crédibilité de l'opposition. De 1977 à 1995, nous avons eu un maire socialiste, Paul Ricard. En 95, il ne s'est pas représenté et la gauche a perdu. Depuis 95 nous avons à chaque municipale un candidat de gauche différent qui se présente ! On nous sert de grandes déclarations comme quoi il faut s'unir contre la droite mais les électeurs ne s'y retrouvent pas. La longévité de cette droite s'explique aussi par sa politique communautariste et clientéliste.

Le collège André Chénier qui accueille un peu plus de 250 élèves va-t-il fermer ?

Je vais tout faire pour que cela ne se produise pas. C'est une lubie de Pierre Bédier : cela fait maintenant sept ans qu'il annonce cette fermeture et toujours avant les municipales ! C'est dans la droite ligne de ses visées communautaristes puisque le collège serait éventuellement remplacé par une école musulmane. Que l'établissement soit musulman, chrétien ou autre, mon problème n'est pas la religion. Mon souci serait de voir fermer un service public pour le remplacer par un collège privé où les parents auraient à payer. C'est une provocation de Bédier : il s'appuie sur le manque de moyen du public pour justifier l'extension du privé, c'est une opinion que je combats.

Quelles craintes soulèvent l'éco-quartier fluvial ?

C'est une hérésie totale. On veut densifier Mantes-la-Jolie au-delà du raisonnable. L'éco-quartier représente environ 6 000 logements supplémentaires sans concertation de la population. Je peux concevoir que l'on soit pour, c'est notamment l'une de nos divergences avec le parti socialiste. A la limite, ce n'est pas ça qui nous empêcherait de nous unir avec le PS, qu'il soit pour et nous contre, mais il faut nous mettre d'accord pour consulter les Mantais. Cela implique d'avoir un vrai débat et le maire nous le refuse explicitement. Cet éco-quartier ne réglerait aucun des problèmes d'emploi : je vois Dunlop partir, FCI en grosse difficulté et STPM fermée. Et puis, toutes les expériences que nous avons de ces éco-quartiers montrent une augmentation des impôts locaux de 58% à 250%.

Concernant la gestion de l'eau, vous plaidez pour le retour en région publique. Pensez-vous être entendu ?

De plus en plus le passage en régie publique se pose. C'est une question de coût car vous économisez le profit réalisée par une entreprise privée et il y a aussi une raison écologique : quand vous avez des réseaux enterrés et que se produisent des fuites, les acteurs privés peuvent être tentés de ne pas réparer parce que ce n'est pas rentable.